

AHMED BENBITOUR,

## «Je ne créerai

**Plusieurs fois ministre puis chef de gouvernement, Ahmed Benbitour est ce que l'on pourrait appeler le parfait fonctionnaire, sérieux, studieux, homme des grands dossiers et de missions délicates. Il a chuté dans le sérail politique sans parrainage ni sponsors comme l'exigent les us et coutumes en vigueur. Il démissionne en 2000 suite à un désaccord avec Abdelaziz Bouteflika et — fait nouveau — le fait savoir dans une lettre rendue publique le lendemain même de cette grave décision et se retrouve mis à la retraite à l'âge de 54 ans ! Mais il n'est pas resté dans son coin à ronger son frein. Bien au contraire, il fait preuve d'une grande activité... politique lui que l'on peut assimiler plutôt à un technocrate, commis de l'Etat. Pour lui, le pays tel que gouverné actuellement force droit vers le précipice, «la nation est en danger». Par la faute d'un «pouvoir autoritariste et patrimonialiste». Dans cet entretien exclusif au Soir d'Algérie, le D<sup>r</sup> Ahmed Benbitour revient sur de nombreux sujets de l'actualité politique et économique du pays dans un ton mordant sans être vindicatif pour autant. Il rejette d'un revers de la main la création d'un parti politique et toute participation aux prochaines élections : «Je n'ai pas l'intention de créer un parti, ni d'appeler à la participation aux élections.» Il ne croit pas non plus à la capacité des partis politiques d'être une alternative pour le changement.**

Entretien réalisé  
par Brahim Taouchichet

**Le Soir d'Algérie : De «L'enfance studieuse et militante» durant la période coloniale à l'homme dans la force de l'âge engagé dans les affaires de l'Etat algérien indépendant, voilà une bien singulière trajectoire...**

**D<sup>r</sup> Ahmed Benbitour :** Je suis né dans la période immédiate de l'après-Seconde Guerre mondiale dans une famille de commerçants nationalistes. Orphelin de père, j'ai été élevé par ma mère. Mon oncle maternel a été arrêté en 1941 «pour détention illégale d'armes de guerre» et emprisonné à la prison de Berrouaghia. Il est mort en 1943, à la suite d'une tuberculose qu'il a contractée dans les conditions pénibles de son emprisonnement. Mon oncle paternel est arrêté en 1948 une première fois «pour atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat» et, en 1957, une dernière fois. Il a été jeté d'un avion dans le désert de la région de Timimoun, la même année.

Un moudjahid, ancien ministre, qui a connu ma mère dans l'action militante pendant la guerre de Libération nationale l'a qualifiée dans un livre qu'il vient de publier de «passionaria d'El-Goléa». C'était cela l'ambiance militante dans laquelle j'ai grandi.

Les bons résultats scolaires ont fait le reste pour déterminer cette trajectoire singulière. En réalité, c'est une expérience où pourrait se retrouver toute une génération. Celle qui a vécu son enfance pendant la guerre de Libération nationale et sa vie active dans la période d'après-indépendance.

Une génération qui a porté les espoirs d'une Algérie de progrès et de prospérité, digne de la grandeur de son peuple et des potentialités de son pays.

L'espoir était fondé au départ : une Révolution prestigieuse, des opportunités de carrière formidables. Dès la fin des études supérieures, on est propulsé à de hautes responsabilités. J'ai commencé ma carrière comme professeur de management et directeur de la planification et du contrôle de gestion dans une entreprise publique qui employait 16 000 travailleurs.

**Vous faites partie des hauts cadres de l'Etat appartenant à une génération, pur produit de l'école algérienne, qui critiquent violemment le système une fois libérés de l'obligation de réserve. Règlement de comptes ou conviction que vous pouviez faire plus et mieux ?**

C'est la conviction que le pays pourrait faire beaucoup plus et bien meilleur, s'il était correctement gouverné. Je n'ai pas attendu de quitter le système pour exprimer mes craintes. J'ai écrit un premier livre en 1992, alors que j'étais membre du gouvernement qui commençait par : «En début de cette dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle, la situation économique et sociale apparaît bien préoccupante.»

On y trouve également, en parlant des élections de 1991 : «Les résultats des élections, aussi bien par l'abstention que par les voix exprimées, confirmaient le désir d'un changement radical. Ce changement radical signifie un changement de la gestion économique, sociale et politique qui était totalement défailante et qui est responsable de la situation actuelle du pays.» Dans le deuxième livre

publié en 1998, nous pouvons lire : «Aujourd'hui, le pays vit une expérience douloureuse parce que le système politique en place depuis l'indépendance, marqué par la cooptation, c'est-à-dire la fidélité au chef au détriment des principes, a empêché l'installation de la compétence aux niveaux élevés de la hiérarchie de l'Etat.» Ou encore : «Ainsi par l'incompétence, la corruption, la prébende, la mauvaise gestion des affaires économiques et la cooptation, le système politique prévalant a créé un contexte où se côtoient la misère sociale et l'humiliation, bien mises en évidence par l'expression hogra.» Dans *Radioscopie de la gouvernance algérienne*, je publie en annexe II, le texte du projet de réformes que j'ai proposé au chef de l'Etat en 1995 ; il est intitulé : «Elections présidentielles et Pacte national politique et social pour le progrès et la prospérité». Il s'agit d'une feuille de route dont l'application aurait permis la mise en place de tous les instruments d'une république moderne à fin 1998.

**Justement, *Radioscopie de la gouvernance algérienne*, un constat sans complaisance, peut être aussi amer et à la limite de l'alarmisme de la réalité économico-politique de l'Algérie de ce 21<sup>e</sup> siècle.**

Il ne s'agit pas d'alarmisme, mais d'une analyse lucide et responsable qui décrit l'Algérie avec, d'un côté, ses atouts et ses potentialités et, de l'autre, ses faiblesses et ses dérives.

Dans ce livre écrit en 2006, je disais que l'économie algérienne est vulnérable, volatile et dépendante et que l'Etat algérien dérivera durant la décennie 2000-2010 vers un Etat défailant. Qu'en est-il aujourd'hui ?

L'économie est plus vulnérable, plus volatile et plus dépendante, comme le confirment ces chiffres : les importations sont passées de 20,68 milliards de dollars en 2006 à 38,89 en 2010, soit une augmentation de 88%, presque le doublement. Il y a une accélération de la volatilité, lorsque nous comparons les budgets de l'Etat de 2010 et 2011.

En 2010, les recettes courantes plus la fiscalité pétrolière à 37 dollars le baril couvraient à peine le budget de fonctionnement et il ne reste que 172 milliards de dinars pour le budget d'équipements !

En 2011, les recettes courantes et la fiscalité pétrolière à 37 \$ ne couvrent plus que 74% du budget de fonctionnement et il ne reste rien pour le budget d'équipements. Donc, la situation ne fait que s'aggraver. Le dire avec les chiffres n'a rien d'alarmiste !

Aujourd'hui, l'Etat algérien répond aux cinq critères d'un Etat défailant et il dérivera, à moins d'un changement, durant la décennie 2010-2020 vers un Etat déliquescence.

**Certains parlent de réminiscences d'un homme déçu et aigri qui a tout donné et qui n'a rien obtenu en retour.**

Un homme déçu, oui, aigri, pas du tout. J'ai toujours considéré chacune de mes missions au service de l'Etat algérien comme un acte de remboursement de la dette contractée

par ma génération auprès de celle qui l'a précédée. C'est pourquoi, aux premiers mois de l'indépendance, je me suis engagé dans une course effrénée pour rattraper le retard accumulé dans les études pendant la guerre de Libération nationale.

Par la suite, je me suis lancé le défi de réaliser un cursus universitaire dans les branches les plus difficiles et les plus utiles, pour l'étape de développement que traversait mon pays : mathématiques, gestion, économie et finances, afin de répondre aux exigences les plus contraignantes de mon métier. Dans l'exercice de mes fonctions, aux différents niveaux de la hiérarchie de l'Etat, j'ai rarement pris des vacances.

Mais, ironie du sort, et à l'instar de beaucoup de compétences, je me suis trouvé à la retraite à l'âge de 54 ans. Au moment où le pays avait le plus besoin de savoir et d'expérience. Vous constatez que je ne critique jamais les personnes mais j'analyse les programmes, les missions et les institutions. La mission définit un profil de compétence pour la réaliser. Lorsque cette compétence n'existe pas, je le signale. Ce n'est pas attaquer ces responsables, mais juste leur dire qu'ils n'ont pas le profil nécessaire !

**En même temps, le livre donne l'impression d'un plaidoyer pour le «mea-culpa» d'Ahmed Benbitour qui avait quand même la charge de nombreuses et délicates affaires de l'Etat.**

Le «mea-culpa» de ce que l'on a fait par rapport à ce que l'on pouvait faire. En fait, le régime en place, caractérisé par le clientélisme, entre autres, n'accepte pas le changement, même pas dans les limites de votre mission.

Pour moi, c'est une question d'ambition pour mon pays, parce qu'il a les potentialités humaines et matérielles pour être un grand pays. C'est aussi une question de reconnaissance vis-à-vis de ceux qui ont donné leur vie pour l'indépendance de ce pays. C'est, enfin, une

question de responsabilité vis-à-vis des générations futures, puisque nous exploitons des ressources non renouvelables (pétrole et gaz).

**A chaque étape de votre itinéraire, vous affirmez refuser des postes au sein des institutions et vous donnez l'impression que l'on vous force la main mais vous acceptez finalement après un «thé» à la présidence...**

Quand il fallait être ferme, je l'ai été. Mais je ne suis pas têtue au point de ne pas prendre en compte les arguments que m'expose celui qui m'appelle à une fonction, d'autant plus s'agissant de personnalités au sommet de la hiérarchie de l'Etat. Je voudrais préciser qu'il faut faire la différence entre assumer des missions au service de l'Etat et «appartenir au système».

Dans les faits, j'ai démissionné de mon poste de directeur des études et de la prévision au ministère des Finances à la suite des événements d'Octobre 1988. J'ai démissionné



Photo : Samir Sid

né de mon poste de ministre des Finances parce que le gouvernement n'a pas retenu ma proposition de restructuration du secteur bancaire. J'ai démissionné du poste de chef du gouvernement, lorsque le chef de l'Etat a décidé de légiférer par ordonnance. J'ai refusé d'entrer dans le gouvernement en juin 1991. J'ai refusé la proposition de chef de gouvernement en 1998. J'ai accepté d'entrer pour la première fois dans le gouvernement en février 1992 avec l'arrivée de feu le président Boudiaf, parce qu'alors un grand espoir nous était permis.

**Voulez-vous dire que le système – à travers ses hommes – vous utilise puis vous jette comme un citron pressé quand il n'a plus besoin de vous ?**

Le système est plus intéressé par la docilité et la soumission que par la compétence et la fermeté. Il peut, momentanément, accepter en situation de grandes difficultés la compétence, mais jamais la fermeté. Dans mon travail, je suis poli mais ferme sur les principes et l'avenir des générations futures. Beaucoup de gens confondent politesse et laxisme.

**En même temps, vous dénoncez «l'inculture et l'incapacité des dirigeants successifs à construire un Etat avec des institutions crédibles et fortes».**

Nous assistons à la centralisation du pouvoir de décision entre un nombre réduit d'individus en lieu et place des institutions habilitées. Par exemple, plus de 50% de la fiscalité pétrolière n'est pas inscrite dans la loi de finances et échappe de ce fait au contrôle, a priori, du Parlement. Il faut noter que l'institutionnalisation du pouvoir est contrebalancée par la personnalisation du pouvoir, le culte de la personnalité, la généralisation de la corruption, l'institutionnalisation de l'ignorance et de l'inertie. Les expériences dans d'autres pays prouvent que la réussite de sortie de crise dépend essentiellement de la qualité des institutions et de celle des responsables qui doivent y faire face. C'est pourquoi je dis : comprendre les raisons de la dérive ne suffit pas, il faut les compétences et les institutions adéquates pour y faire face.

**Fréquemment, vous exprimez votre reconnaissance et vos remerciements à ceux de vos collaborateurs et à des personnalités de haut rang du pouvoir. N'est-ce pas préserver l'avenir, votre avenir politique ?**

Mon avenir est dans le changement de tout le système de gouvernance et pas seulement de ses dirigeants actuels. Le seul avenir qui nous attend, si ce système de gouvernance concentre toutes ses forces à maintenir le statu quo nécessaire à sa survie, est une société déstructurée, appauvrie dans tous les sens du terme, sans repères et sans valeurs.

**Des rumeurs circulent quant à l'invitation d'Ahmed Benbitour à «prendre un thé à la présidence», c'est-à-dire revenir aux affaires...**

Je ne fais pas attention aux rumeurs. Mais comme je viens de le dire, j'ai la plus forte conviction que le pays est à la dérive et la nation en danger.